



Avenir de l'AEFE : le SNES-FSU appelle à la grève le 22 mai dans le contexte d'une « réforme en profondeur » annoncée pour l'été

Assurer la mission de service public d'éducation auprès des ressortissants français à l'étranger, mais aussi contribuer au rayonnement de la langue et de la culture françaises dans le monde par la scolarisation d'élèves de toutes nationalités dans chacun des 137 pays où sont implantés les lycées français, telles sont les missions phares confiées par la loi de 1990 à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, Etablissement public sous tutelle du Ministère des Affaires étrangères.

L'AEFE, outil majeur de la diplomatie d'influence de la France, est aujourd'hui en danger suite aux choix budgétaires du gouvernement : une coupe budgétaire drastique et sans précédent (-33 millions €, soit près de 10% de son budget annuel) a été brutalement infligée à l'Etablissement public par un décret publié en juillet dernier. Ce plan d'économies vient alourdir le lourd tribut déjà payé au fil des ans par l'Etablissement public, doté d'un budget de l'État très insuffisant, et systématiquement dénoncé par le SNES-FSU en Conseil d'Administration de l'AEFE.

Les conséquences sur le terrain sont désastreuses, aussi bien pour les personnels que pour les familles qui voient leurs frais de scolarité augmenter alors que l'encadrement et l'offre pédagogique sont globalement fragilisés et que des projets immobiliers doivent être abandonnés faute de budget. L'engagement pris par le Président de la République de stabiliser le budget de l'AEFE en 2018 et 2019 ne règle en rien les difficultés puisque la mise en oeuvre des mesures qui résultent de la coupe budgétaire de 2017 est étalée sur trois ans. Ainsi, 512 suppressions de postes de titulaires sont d'ores et déjà programmées pour les rentrées 2018, 2019 et 2020.

L'avenir même de l'Etablissement public, à court terme, est aujourd'hui en jeu : **après la coupe budgétaire sans précédent de l'été 2017, le Président Macron a en effet demandé une « réforme en profondeur » de l'AEFE ; une mission a été confiée à l'Inspection générale des Affaires étrangères et à l'Inspection générale de l'administration de l'Education nationale, ses conclusions sont attendues... « pour l'été 2018 » !** Le SNES-FSU sera entendu dans le cadre de cette mission et y défendra ses revendications pour l'avenir de l'AEFE et de sa mission de service public d'éducation à l'étranger.

Dans le contexte de cette réforme en préparation, le SNES-FSU, organisation syndicale majoritaire à l'AEFE, a diffusé cette semaine à tous ses adhérents une publication spéciale - [L'avenir de l'AEFE](#) - qui fait le point sur les enjeux majeurs concernant l'avenir de l'Etablissement public, analyse les différentes pistes élaborées ces dernières années dans divers rapports, jusqu'aux déclarations récentes du Président Macron. Le SNES-FSU y rappelle point par point ses revendications pour l'avenir de l'AEFE ainsi que les lignes rouges à ne pas franchir.

Silence sur la mission de service public de l'AEFE, mise en avant du secteur privé, volonté de « réformer » dans la précipitation, les discours présidentiels laissent planer de lourdes menaces sur l'avenir de l'enseignement français à l'étranger dans le cadre d'un Etablissement public de l'Etat. **Derrière l'objectif affiché par le Président Macron d'un doublement du nombre d'élèves dans le réseau d'enseignement français à l'étranger se cache en réalité le projet d'une privatisation accélérée.** Le SNES-FSU rejette cette orientation, qui serait néfaste pour les personnels comme pour les familles.

Pour s'opposer à tout projet de privatisation accrue, pour défendre l'avenir de l'Etablissement public AEFÉ et de sa mission de service public, le SNES-FSU appelle les personnels du réseau AEFÉ à se mobiliser massivement le 22 mai, jour de grève dans toute la Fonction publique. En France, la totalité des organisations syndicales de la Fonction publique appelle en effet à la grève le 22 mai face à une profonde remise en cause des missions de service public par le gouvernement : projet de suppression de 120.000 emplois, recours accru à des personnels non titulaires, remise en cause du statut des fonctionnaires, réduction du périmètre de l'action publique avec la perspective d'abandon voire de privatisation de missions publiques. Virage idéologique dangereux qui menace l'avenir des agents comme celui des usagers. Pour le SNES-FSU, l'avenir de l'AEFE, de sa mission de service public, de ses personnels, de ses élèves et de l'excellence de l'enseignement français dont ils bénéficient, s'inscrit totalement dans ce cadre.

Le SNES-FSU appelle aussi les personnels à poursuivre le dialogue avec les parents d'élèves : de nombreuses actions conjointes ont été et sont menées dans le réseau AEFÉ. Ce sera le cas notamment lors de la [journée de défense des lycées français de l'étranger le 29 mai](#), initiative lancée par des personnels et des parents d'élèves du lycée franco-hellénique d'Athènes et qui sera reprise en même temps dans de nombreux établissements partout dans le réseau.

Dans le réseau AEFÉ comme en France, le SNES-FSU luttera sans relâche pour défendre l'avenir du service public et l'intérêt général.

[Site du SNES FSU hors de France](#)

[Compte Twitter du SNES-FSU hors de France](#)

